

ORIGINAL : ANGLAIS

COMMUNAUTÉ DU PACIFIQUE

SIXIÈME CONFÉRENCE RÉGIONALE
DES DIRECTEURS DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORESTERIE
(Apia, Samoa, 1–2 octobre 2019)

**ÉGALITÉ DE GENRE ET INCLUSION SOCIALE DANS L'AGRICULTURE ET
LE DÉVELOPPEMENT RURAL**

(Document présenté par le Secrétariat)

Objet

1. Le présent document vise à fournir des informations sur les conclusions et les principales recommandations des évaluations genrées du secteur agricole et rural, réalisées aux Fidji, aux Îles Salomon, au Samoa, aux Tonga et à Vanuatu par le Département développement social de la CPS, en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Contexte

2. Les femmes jouent un rôle de taille en matière de production agricole dans toute la région Pacifique. Le travail des agricultrices océaniques, qu'elles pratiquent l'agriculture vivrière pour nourrir leurs proches ou qu'elles produisent des cultures de rente pour les vendre sur les marchés, est une composante fondamentale de la production alimentaire et des pratiques de consommation en Océanie. La participation des femmes aux activités agricoles varie d'une île à l'autre et en fonction des normes culturelles locales, mais il demeure que leur contribution essentielle aux activités de plantation, d'entretien des cultures, de récolte ou de pêche permet à la majorité des familles de la région de subvenir à leurs besoins¹.

3. Les préoccupations mondiales grandissantes liées à la sécurité alimentaire revêtent une urgence particulière dans le Pacifique en raison des effets du changement climatique. Pour renforcer l'autosuffisance alimentaire et la résilience aux catastrophes naturelles des pays de la région, il importe de tenir compte de la dimension genre de l'agriculture et de la vie rurale, afin de rendre les communautés plus résilientes et de préserver durablement l'agriculture et les moyens de subsistance de la majorité des Océaniens. Selon le rapport *La situation mondiale de l'agriculture et de l'alimentation 2010-2011* de la FAO, combler l'écart entre les hommes et les femmes permettrait d'accroître le rendement des exploitations agricoles gérées par des femmes de 20 à 30 % et la production agricole totale de 2,5 à 4 % dans les pays en développement². C'est pourquoi la FAO et ses partenaires internationaux et régionaux, dont la CPS, portent une attention grandissante aux moyens

¹ UNWomen, 2012, *Rural Pacific Island Women and Agriculture, Evidence, Data and Knowledge in Pacific Island Countries* (en anglais).

² FAO. 2011. *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2010-2011. Le rôle des femmes dans l'agriculture — Comblant le fossé entre les hommes et les femmes pour soutenir le développement*. Rome.

de garantir la prise en compte des rôles et des responsabilités clés des femmes, de leurs priorités, de leurs besoins et de leurs préoccupations dans la planification des activités, l'établissement des budgets et la prise des décisions se rapportant au secteur agricole.

Évaluations genrées du secteur agricole et rural

4. La CPS, en partenariat avec la FAO, a réalisé en 2018 des évaluations genrées du secteur agricole et rural dans cinq États et Territoires insulaires océaniques (Fidji, Îles Salomon, Samoa, Tonga et Vanuatu). L'objectif était de mieux cerner le degré d'intégration de la perspective de genre en milieu rural afin d'élaborer des stratégies efficaces destinées à promouvoir la sécurité alimentaire, à améliorer la nutrition et à renforcer la résilience des Océaniques. Les évaluations visaient aussi à réunir des informations à l'appui du Cadre de programmation par pays de la FAO, en recensant les activités et les domaines prioritaires dans lesquels la FAO pourrait intervenir pour contribuer à la concrétisation des objectifs nationaux relatifs à l'agriculture, à la pêche, aux ressources naturelles et au développement rural, notamment en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle, d'égalité de genre et de renforcement des capacités. Il s'agissait surtout de recueillir des informations en vue de la planification et de la programmation, à l'échelle nationale, des activités axées sur l'agriculture, et notamment sur la pêche, les ressources naturelles et le développement rural. Les évaluations s'inscrivent aussi dans le droit fil du projet Promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes dans les pays insulaires océaniques (PEGP), qui vise à appuyer : la production de connaissances et de données probantes aux fins de la prise de décision ; l'élaboration de politiques relatives à la dimension de genre ; et l'intégration transversale du genre, tous secteurs confondus. Le PGP est financé par l'Australie et mis en œuvre par la CPS, par le biais de son Département développement social. Les cinq évaluations nationales ont été financées par la FAO et la CPS dans le cadre du projet PGP.

Méthode

5. La méthode employée pour mener à bien cet exercice a consisté à passer en revue les politiques, les stratégies et les programmes relatifs au secteur rural, à réaliser des entretiens avec des hauts fonctionnaires (directeurs et secrétaires permanents) et les organisations de la société civile, et à organiser des débats thématiques avec des agriculteurs, ainsi qu'un atelier national de validation. Les représentants des ministères de l'Agriculture ont participé aux consultations et ont été rejoints, aux Îles Salomon, au Samoa et aux Tonga, par des agents des ministères de la Condition féminine. La méthode retenue reposait également sur l'évaluation des capacités institutionnelles nationales d'intégration transversale du genre. La CPS a utilisé à cette fin un cadre d'analyse des conditions propices à l'intégration de la dimension genre. Cette même méthode avait déjà été appliquée entre 2010 et 2013 pour réaliser des évaluations genrées dans 15 États et Territoires océaniques³. Elle consiste à déterminer dans quelle mesure les cadres politiques, les capacités techniques, la volonté politique, les ressources disponibles et la culture institutionnelles des administrations nationales intègrent la dimension genre, de manière à promouvoir la transversalisation du genre à l'échelle des pouvoirs publics.

6. Les évaluations ont livré des informations sur les rôles des hommes et des femmes dans les communautés rurales, leurs contraintes et avantages respectifs et les capacités institutionnelles d'intégration du genre. Elles ont débouché sur des recommandations visant à autonomiser les femmes rurales et à aborder la problématique du genre au travers d'initiatives de développement rural.

³ Rapports disponibles à l'adresse <https://www.spc.int/sdp/resources>

Conclusions des évaluations genrées du secteur agricole et rural

Si les femmes océaniques jouent un rôle considérable dans le secteur agricole et les activités de subsistance en milieu rural, leur potentiel n'est pas pleinement exploité, leur contribution n'étant pas toujours prise en considération.

7. En milieu rural, la répartition des rôles et des tâches entre les hommes et les femmes obéit aujourd'hui encore à des règles strictes. Les hommes ont, par exemple, de plus grandes chances de se faire rémunérer pour le travail qu'ils fournissent. On attend d'eux qu'ils assurent des tâches comme le défrichage, le labourage, la construction d'abris pour les animaux d'élevage, la mise en culture et la récolte, l'installation de clôture dans les pâturages, l'élevage de gros bétail (vaches, chevaux, chèvres) et la pêche, ou qu'ils occupent des emplois rémunérés. Les femmes sont plus souvent amenées à effectuer des tâches non rémunérées, comme prendre soin de leur famille ou faire le ménage et la cuisine. Cependant, elles participent aussi à des activités qui génèrent des revenus importants pour leurs familles, comme le désherbage, l'arrosage, l'entretien des cultures et des jardins vivriers, la préparation post-récolte des cultures de subsistance et de rente, l'élevage de petits animaux (volailles), la pêche côtière, l'artisanat (tressage de nattes et de paniers, couture, etc.) et la commercialisation à petite échelle des excédents de production.

8. Pourtant, le rôle des femmes dans l'agriculture et les activités de subsistance en milieu rural n'est pas pleinement reconnu. En témoigne leur accès limité aux moyens de production, notamment aux services financiers, et aux programmes de développement. En général, les hommes ont plus facilement accès aux machines et au matériel agricoles et exercent un plus large contrôle sur les actifs financiers (épargne familiale, baux fonciers, propriété foncière) et sur les ressources communautaires, par le biais des institutions coutumières.

L'intégration du genre est peu courante dans le secteur agricole et le monde rural en général

9. Globalement, dans les cinq pays participants, les évaluations ont montré que certains engagements en faveur de l'égalité de genre ont bien été inscrits dans les cadres politiques relatifs à l'agriculture, sans que des ressources soient pour autant allouées à leur mise en œuvre. Bien que certains agents des services agricoles considèrent le genre comme un enjeu de développement à prendre en considération dans le secteur agricole, on note un manque de compréhension et de prise en compte du fait que les femmes peuvent avoir des besoins différents de ceux des hommes, et une tendance à considérer que les services publics profitent à tous de manière égale. Les agents des services agricoles ne réalisent pas toujours que les inégalités de genre peuvent empêcher les femmes de bénéficier pleinement de l'aide publique au développement agricole. Ainsi, la culture institutionnelle (et les « modalités de travail ») n'encouragent pas autant qu'elles le devraient l'intégration du genre. La collecte et l'analyse des données ventilées par sexe demeurent très limitées, tout comme la reconnaissance du rôle des femmes en agriculture. Les capacités techniques d'intégration du genre sont également très restreintes, et les ressources visant à soutenir les femmes en milieu agricole ou à mettre en place des programmes sensibles aux questions de genre dans le secteur agricole sont allouées au titre de projets financés par les bailleurs, et pas nécessairement par l'État. Dans certains pays, des agents de vulgarisation ont pour mission spécifique de venir en aide aux agricultrices, mais le budget dont ils disposent est bien maigre.

Néanmoins, on constate un intérêt grandissant dans de nombreux domaines pour les initiatives visant à soutenir les femmes dans les zones rurales en les aidant à diversifier leurs activités de subsistances, en développant des produits de niche tout au long de la chaîne de valeur et en facilitant l'accès au marché.

Recommandations issues des évaluations genrées du secteur agricole et rural

10. Les recommandations qui suivent visent à promouvoir l'égalité de genre, l'inclusion sociale et l'autonomisation des femmes en milieu rural par le biais de politiques, de programmes et d'actions de renforcement institutionnel.

Améliorer les connaissances sur le rôle et les besoins des femmes dans le secteur agricole et rural

- 1) Intensifier la collecte de données ventilées par sexe, âge, et zone (urbaine ou rurale), renforcer l'analyse des données dans l'ensemble des secteurs afin d'étayer les politiques et les programmes et suivre les avancées.
- 2) Conduire des analyses genrées et sociales systématiques sur les politiques et les lois pertinentes, notamment les politiques macroéconomiques, les réformes structurelles, les accords commerciaux et les programmes d'aide afin d'éliminer les obstacles que rencontrent les femmes en matière d'autonomisation économique et d'accès à la terre et aux moyens de production.

Mettre en place des politiques, des programmes et des services sensibles au genre

- 3) Adopter et mettre en place des stratégies d'intégration du genre au sein des ministères clés œuvrant dans le secteur rural.
- 4) Élaborer des stratégies et des politiques de sécurité alimentaire, d'adaptation au changement climatique et de gestion des risques de catastrophe sensibles au genre et visant à soutenir les activités de subsistance des femmes, notamment dans les secteurs de l'agriculture, de la pêche, de l'aquaculture et des industries culturelles à petite échelle.
- 5) Renforcer les capacités des ministères chargés du développement rural à intégrer les questions de genre et d'inclusion sociale dans les politiques, les programmes, les budgets et les services, y compris par le biais des services de vulgarisation.

Appuyer l'autonomisation des femmes rurales dans toute leur diversité et défendre leurs droits

- 6) Renforcer la participation des femmes rurales à la prise de décision et à la gestion et la gouvernance des ressources naturelles.
- 7) Favoriser l'autonomisation économique des femmes rurales en facilitant leur accès aux services de soutien technique et de vulgarisation, aux technologies et aux transports et en intensifiant les investissements publics et privés destinés à soutenir l'agriculture et la pêche à petite échelle ainsi que les industries culturelles.